

**10<sup>ème</sup> Forum Urbain Mondial**  
Abu Dhabi, 8 au 13 Février 2020



**SESSION DE CGLU- AFRIQUE/ALGA DANS LE  
CADRE DE VOICES FROM CITIES**

**"Créer un environnement favorable et un cadre de soutien  
au niveau local africain pour protéger, promouvoir  
et valoriser le patrimoine et la culture"**

**Lundi 10 Février 2020 de 12H à 13H30**

**Lieu: URBAN EXPO- CENTRE ADNEC - HALL 7 – STAND DE CGLU**

**Avec le Support de :**



[www.uclg.org](http://www.uclg.org) & [www.uclgafrika-alga.org](http://www.uclgafrika-alga.org)

*« Ensemble pour une Afrique Locale Performante »*

## CONTEXTE

Le Nouvel Agenda Urbain stipule dans son paragraphe 38 : « *Nous nous engageons à exploiter durablement le patrimoine naturel et culturel, matériel et immatériel, dans les villes et les établissements humains, grâce à des politiques urbaines et territoriales intégrées et à des investissements suffisants, aux niveaux national, infranational et local, destinés à préserver et à promouvoir les infrastructures et les sites culturels, les musées, les cultures et les langues autochtones, ainsi que les savoirs traditionnels et les arts, compte tenu du rôle qu'ils jouent dans la restauration et la redynamisation des zones urbaines ainsi que dans le renforcement de la participation sociale et de l'exercice de la citoyenneté.* ».

Cela montre, si besoin est, que s'il y a un secteur qui engage et implique divers niveaux de gouvernance, acteurs et parties prenantes, c'est bien celui de la culture et du patrimoine, à savoir les Organisations Internationales, les Etats et leurs Gouvernements, les différents niveaux de Gouvernance Régionale et Locale, le Secteur privé, les composantes de la Société Civile, les citoyens, etc...

En Afrique, nous constatons que des rôles, des responsabilités et des compétences importantes ont été transférés aux Gouvernements Régionaux et Locaux au cours de ces dernières décennies, par les États et les Gouvernements centraux, sans transfert parallèle de ressources et de moyens.

Des principes ont été adoptés, dans le même cadre d'ancrage du processus de Décentralisation et de Gouvernance Locale, tels que la clause de compétence générale, la libre administration, la suppression du contrôle de tutelle et son remplacement par le contrôle de légalité uniquement, la subsidiarité et le devoir d'accompagnement et de solidarité envers les Gouvernements Régionaux et Locaux.

Cependant, l'Afrique, Berceau de l'Humanité et dont la diversité culturelle est un atout indéniable, ne parvient pas à ce jour à tirer profit et à profiter des dividendes de son patrimoine et de sa culture, comme on le constate dans les pays développés et dans leurs Collectivités Territoriales.

Une des causes profondes de cette situation est, bien sûr, l'existence d'une diversité d'acteurs et de parties prenantes qui ont du mal ou sont encore faibles lorsqu'il s'agit de protéger, de promouvoir et de valoriser le Patrimoine et la Culture d'une manière coordonnée, intégrée, cohérente et convergente : c'est le fameux problème du "**Qui fait quoi ?**".

Le deuxième problème est l'absence d'un cadre de soutien fort pour les Collectivités Territoriales en Afrique, avec des objectifs clairs, des lois et des règlements, des politiques publiques, des stratégies, des lignes directrices, des mesures, des ressources, une administration locale professionnelle en termes de capacités et de compétences.

Sur cette base et dans le cadre de l'initiative de CGLU au sein du WUF 10 à Abou Dhabi, "Les Voix des Villes", l'Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA) de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique) et leurs Partenaires notamment Cités et Gouvernements Locaux Unis, l'UNESCO, l'ISESCO, le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNDRR), le REFELA, le REFELA-Maroc, ont organisé une Session sur : ***"Créer un environnement favorable et un cadre de soutien au niveau local africain pour protéger, promouvoir et améliorer le patrimoine et la culture"***, le Lundi 10 Février 2020, au sein de l'Espace de l'Exposition du WUF10, dans le Stand de CGLU.

## **OBJECTIF PRINCIPAL**

Engager un débat serein et responsable autour du Patrimoine et de la Culture pour situer les rôles et les responsabilités et convenir d'une feuille de route capable de faire du secteur du Patrimoine et de la Culture, un levier stratégique dans la dynamique du Développement Durable en Afrique.

## **OBJECTIFS SPECIFIQUES**

- Démontrer que le patrimoine et la culture sont des secteurs nécessitant un engagement et une dynamique de gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux ;
- Discuter de la manière de mettre en place un environnement propice et un cadre de soutien pour la protection, la promotion et la mise en valeur du patrimoine et de la culture au niveau local en Afrique ;
- Apprendre des autres et des pairs comment ils ont réussi à ancrer et à favoriser un tel environnement et un tel cadre.

## **LES PARTENAIRES**

- CGLU "Voices from Cities".
- La Commission Européenne.
- CGLU-Afrique et son Académie ALGA.
- UNESCO.
- ISESCO.
- Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNDRR).
- L'Association des Municipalités de Libye, Ville de Ghadames.
- REFELA et REFELA-Maroc.
- La Ville de Kisumu, Kenya.

## **LES PANELISTES**

**Introduction, par Mr Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général de CGLU-Afrique.**

**Modératrice : Dr Najat Zarrouk, Directrice de ALGA de CGLU-Afrique.**

### **Les Intervenant(e)s**

- 1. Ms Fatna EL Khiel**, Vice-Présidente du REFELA, Présidente du REFELA-Maroc, Présidente du Conseil Communal de Arbaoua, Maroc.
- 2. Mr Qasim Mohammed Al Manea**, Maire de la Municipalité de Ghadames, Président du Réseau des 5 Villes abritant un Patrimoine Mondial, Libye (par un Message Vidéo).
- 3. Mr Karim Hendili**, Responsable du Programme de la Culture, Bureau Multipays de l'UNESCO pour le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et la Tunisie.
- 4. Dr. Ali Rahhal**, Expert, Bureau Régional de l'ISESCO, Al Charika, les Emirats Arabes Unis.
- 5. Mme Doris Ombara**, Secrétaire Général de la Ville de Kisumu, Kenya.



## INTRODUCTION DE LA SESSION



Le Secrétaire Général de CGLU Afrique, Mr Jean Pierre Elong Mbassi a mis en exergue la place stratégique qu'occupent le Patrimoine et la Culture dans la dynamique locale en Afrique en tant que Berceau de l'Humanité, ainsi que dans la Vision stratégique de CGLU-Afrique. Bien plus, cette Organisation retient ce secteur parmi ses priorités, en rappelant que parmi les initiatives lancées depuis le Sommet Africités, il y a lieu de retenir les Capitales Africaines de la Culture.

Il a également remercié les Partenaires et les Panélistes pour leur appui à CGLU-Afrique, en les invitant à échanger sur les voies et les moyens à même de permettre à ce Secteur de jouer un rôle central dans la dynamique de développement urbain et de développement durable en Afrique.

Cette session a vu la participation d'une vingtaine de participant(e)s et a été honorée par la présence de l'honorable Gouverneur de Kisumu, Mr P. Anyang' Nyong'o et de son épouse. A l'issue des présentations, des débats et échanges fructueux ont eu lieu et ont porté sur plusieurs dimensions à même d'alimenter une feuille de route pour la protection, la promotion et la valorisation du Patrimoine et de la Culture au niveau local en Afrique.



## PRINCIPAUX MESSAGES ET LEÇONS RETENUS DE LA SESSION



### POUR L'UNESCO

**La culture doit être considérée comme un secteur d'investissement à part entière et non plus comme un poste de dépense**

Le fait que la culture fasse partie, pour la première fois, du thème du Forum Urbain Mondial s'inscrit dans le processus ayant amené la Communauté internationale et plus particulièrement les Nations Unies à reconnaître le rôle de la culture dans le développement durable. La culture possède, d'ailleurs, plusieurs points d'entrée dans les ODD. Cependant, et les premiers débats du Forum l'ont montré, il persiste un malentendu sur ce qu'est la culture, au sens qu'a développé l'UNESCO depuis 75 ans.

L'expérience a également montré que l'efficacité de l'intégration de la culture dans les stratégies de développement, dépend de l'implication des Collectivités Territoriales et autres Autorités Locales, avec une grande implication de la Société civile dans une approche participative. Parvenir à obtenir l'adhésion des décideurs quant à l'importance d'intégrer la culture dans les politiques publiques liées au développement, suppose que des éléments arguments concrets soient apportés, notamment en termes économiques.

C'est pourquoi il est bon de rappeler que la culture pèse 4.300 Milliards de dollars dans l'économie mondiale et qu'elle représente 6% de cette dernière. La culture emploie 30 millions de personnes dans le monde et plus de jeunes de 15 à 20 ans que n'importe quel autre secteur. Elle contribue jusqu'à 10% du PIB dans certains pays. Une récente étude a confirmé que le Musée du Prado à Madrid est une source exceptionnelle de revenus pour la ville et le pays car pour 1 Euro investi, le retour sur investissement est de 16 Euros. Cela montre bien que **la culture doit être considérée comme un secteur d'investissement à part entière et non plus comme un poste de dépense** dont le budget fait partie des plus exposés aux restrictions en temps de difficultés financières.

## **POUR L'ISESCO**

**La protection, la préservation, la valorisation et la promotion du Patrimoine Culturel nécessitent des stratégies multidimensionnelles et intégrées ainsi que des Plans d'action et des Programmes de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités.**

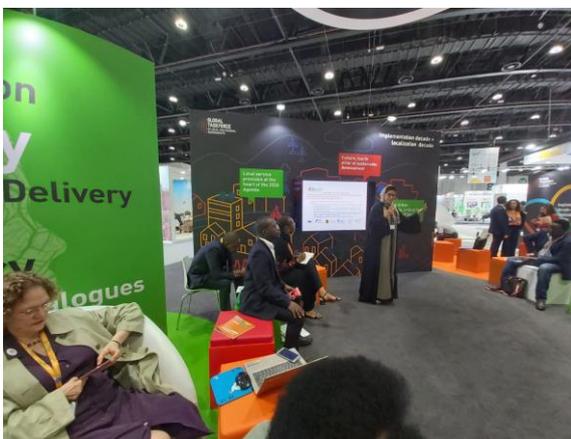
L'Organisation Islamique pour l'Education, la Science et la Culture (ISESCO) joue un rôle fondamental dans le soutien aux efforts de ses États membres pour promouvoir, entretenir et préserver le Patrimoine culturel islamique et ce, dans le cadre des Stratégies suivantes :

- La Stratégie culturelle du monde islamique ;
- La Stratégie d'action culturelle islamique en dehors du monde islamique ;
- La Déclaration islamique sur la diversité culturelle ;
- Le Programme d'action spécial pour répondre aux campagnes de dénigrement médiatique de l'Islam et de la Civilisation Islamique.

Quant au Plan d'action de l'ISESCO, il repose sur les principaux piliers suivants :

- **La mise en œuvre d'un Programme annuel des Capitales de la Culture Islamique dans les régions arabes, asiatiques et africaines à partir de 2005**, dans le but de présenter le statut historique et le rôle de la civilisation des Capitales et de leurs contributions à la sensibilisation à l'identité, à l'histoire et au patrimoine, en particulier auprès de la jeune génération, de mettre en lumière les monuments historiques et patrimoniaux des villes, de mettre en évidence le rôle de leurs drapeaux, de leurs penseurs et leurs artistes dans leur ascension et leur prise de conscience, et enfin, de mettre en place des forums et des rencontres intellectuelles avec la participation d'autres pays, cultures et langues, pour souligner le respect de la diversité culturelle et le respect des autres.
- **La mise en place de programmes de formation et de renforcement des capacités** pour la préservation du patrimoine culturel et artistique, et des monuments arabes et islamiques, et pour clarifier les Accords internationaux sur la protection du patrimoine culturel et artistique.
- Mise en place d'un Comité Inter-Gouvernemental du Patrimoine dans le monde islamique depuis 2007 dont l'objectif est de préserver le patrimoine culturel humain et islamique dans les États membres de l'ISESCO, œuvrer à renforcer la complémentarité et l'efficacité des efforts de l'ISESCO pour protéger le patrimoine culturel et renforcer l'image de la civilisation islamique.

## **PARTAGES DE BONNES PRATIQUES LOCALES**



L'honorable Mme Fatna EL Khiel, Vice-Présidente du REFELA, Présidente du REFELA-Maroc et Présidente de la Commune d'Arbaoua au Maroc, a partagé au cours de cette Session une initiative qu'elle a initiée au sein de sa Commune, à savoir la création du Festival de Arbaoua.

**Les initiatives locales pour la promotion du Patrimoine et de la Culture nécessitent un Leadership local engagé, des appuis et de l'accompagnement de plusieurs acteurs, notamment du Gouvernement, des partenaires et des différentes composantes de la société civile.**

Cette initiative basée sur une approche participative et bénéficiant de l'appui de plusieurs Acteurs, Parties Prenantes et Partenaires, a eu un impact significatif sur le développement local, le développement humain et le développement durable de la Commune. Il en est ainsi de :

- Le rayonnement et la promotion de l'attractivité de la commune qui abrite ce Festival depuis 2013 ;
- La création de moments et d'espaces de joie, de liesse et de bonheur pour la population et les visiteurs ;
- La promotion et la valorisation du Patrimoine culturel, à travers "La Fantasia" ;
- La création d'activités génératrices de revenus, particulièrement pour les femmes et les jeunes ;
- La création d'opportunités d'emplois ;
- La promotion du tourisme rural, etc...

Néanmoins, une telle initiative nécessite également une bonne préparation, des appuis des différents acteurs, des parties prenantes et des partenaires, ainsi que la disponibilité des infrastructures, équipements et services (eau potable, assainissement, infrastructures touristiques, les services de santé, le ramassage des ordures....).



L'honorable Mr Qasim Mohammed Al Manea, Maire de la ville de Ghadames, Président du Réseau des 5 Villes abritant un Patrimoine mondial protégé par l'UNESCO, en Libye a, quant, à lui délivré un message vidéo dans lequel il a partagé l'expérience de son pays, de sa ville et de son Réseau, à travers un message vidéo reçu par ALGA de CGLU-Afrique.

**Nous considérons le Patrimoine Culturel, dans toute sa diversité, comme un catalyseur d'espoir, d'unité, de paix, de nationalisme et de progrès.**

Dans ce message, il a mis en exergue les aspects suivants :

- Le contexte de crise où se trouve la Libye et la population libyenne, qui impacte sérieusement le Patrimoine et la culture et qui appelle à la multiplication des efforts et à la mobilisation des Organisations Internationales concernées ;
- La valeur du Patrimoine culturel qui incarne le passage de plusieurs civilisations à travers les âges, le génie et la créativité humains ;
- Les efforts déployés par tous les acteurs et parties prenantes pour la protection, la promotion et la valorisation du patrimoine culturel ;
- L'existence d'un Plan stratégique pour l'appui aux 5 Villes libyennes abritant un patrimoine mondial protégé par l'UNESCO ;
- La création d'espaces pour la concertation, l'échange des idées et la participation ;
- La création du Réseau des 5 Villes abritant un Patrimoine mondial protégé par l'UNESCO depuis 2017 ;
- La mise en place d'un Comité de pilotage, ainsi que de plusieurs comités techniques adhoc ;

- La mise en place d'un plan de sensibilisation et de renforcement des capacités des différentes composantes de la société civile ;
- La mobilisation de tous les acteurs qui nécessitent aussi un appui et un accompagnement ;
- L'effort entrepris pour identifier et répertorier d'autres monuments et sites en vue de les préparer pour leur classement en tant que Patrimoine de l'UNESCO.



L'Honorable Gouverneur de la ville de Kisumu, Mr Anyang' Nyong'o ainsi que Mme Doris Ombara, Directrice de la ville de Kisumu au Kenya ont partagé quant à eux les bonnes pratiques de la ville de Kisumu en matière de protection et valorisation de la culture, ainsi que la dynamique de marketing territorial nécessaire pour promouvoir l'attractivité de la ville.

## INTERVENTION DU REPRESENTANT DE L'ISESCO EN ARABE

ملخص ورقة عمل بعنوان :

" دور منظمة العالم الإسلامي للتربية والعلوم والثقافة - إيسيسكو - في دعم جهود دولها الأعضاء في خدمة التراث الثقافي الإسلامي وصيانتة والحفاظ عليه"

مقدمة ضمن فعاليات " المنتدى الحضري العالمي العاشر ، أبوظبي - دولة الإمارات العربية المتحدة 8 - 13 فبراير 2020.

تقديم : د. علي رحال ، الخبير بمكتب الإيسيسكو الإقليمي بالشارقة .

### مقدمة :

- تأسيس الإيسيسكو : في مدينة فاس بالمملكة المغربية 5 مايو 1982.
- أهداف الإيسيسكو الواردة في ميثاقها التأسيسي:
- تقوية التعاون بين الدول الأعضاء في إطار المرجعية الحضارية للعالم الإسلامي وفي ضوء القيم والمثل الإنسانية الإسلامية .
- تدعيم التفاهم بين الشعوب والمساهمة في إقرار السلم والأمن عن طريق التربية والعلوم والثقافة والاتصال .
- التعريف بالصورة الحقيقية للإسلام والثقافة الإسلامية وتشجيع الحوار بين الحضارات والثقافات والأديان ونشر العدل والسلام وفقا للمنظور الحضاري الإسلامي .
- تشجيع التفاعل الثقافي ودعم مظاهر تنوعه في الدول الأعضاء مع الحفاظ على الهوية الثقافية وحماية الاستقلال الفكري .
- الإهتمام بالثقافة الإسلامية وإبراز خصائصها والتعريف بمعالمها في الدراسات الفكرية والبحوث والمناهج التربوية .
- دعم جهود المؤسسات التربوية والثقافية للمسلمين في الدول غير الأعضاء بالإيسيسكو.

أولا : إستراتيجيات الإيسيسكو في المجال الثقافي : تعمل الإيسيسكو في المجال الثقافي وفقا للإستراتيجيات التالية :

- الإستراتيجية الثقافية للعالم الإسلامي .
- إستراتيجية العمل الثقافي الإسلامي خارج العالم الإسلامي .
- الإعلان الإسلامي حول التنوع الثقافي .
- برنامج العمل الخاص للرد على حملات التشويه الإعلامي للإسلام والحضارة الإسلامية .

ثانيا : تنفيذ برنامج عواصم الثقافة الإسلامية السنوية في المناطق العربية والآسيوية والإفريقية اعتبارا من عام 2005 بهدف :

- التعريف بالمكانة التاريخية والدور الحضاري للمدن العواصم وإسهاماتها في تعزيز الوعي بالهوية والتاريخ والتراث وخاصة لدى جيل الشباب.
- تسليط الضوء على المعالم التاريخية والتراثية للمدن وإبراز دور أعلامها ومفكريها وفنانيها في نهضتها والتعريف بها.

- إقامة منتديات ولقاءات فكرية بمشاركة من دول وثقافات ولغات أخرى تأكيداً على إحترام التنوع الثقافي وإحترام الآخر.

**ثالثاً : الدورات التدريبية للحفاظ على التراث الثقافي والفني والآثار العربية والإسلامية :** تنفذ الإيسيسكو في برامجها السنوية مايلي :

- تدريب عملي للأطر العاملة في مجال الآثار والفنون والمتاحف على أحدث الطرق العلمية والفنية في صيانة الآثار والمخطوطات التاريخية والفنية .
- إجراء ترميمات عملية في مختبرات متخصصة للمخطوطات والآثار والفنون الإسلامية للحفاظ على جودتها وحفظها عبر الأجيال.
- عقد المنتديات الشبابية الخاصة بالتعريف بالتراث الحضاري والفني وأهمية المحافظة عليه وصيانتته .

**رابعاً : عقد ورش عمل وندوات تخصصية لتوضيح الإتفاقيات الدولية حول حماية التراث الثقافي والفني وتشمل الأنشطة التالية :**

- شرح وتوضيح مجالات إستفادة الدول الإسلامية من الإتفاقيات الدولية حول حماية الممتلكات الثقافية وتحريم الإتجار بها وضرورة إعادة ماتم نهبه منها إلى بلدانها الأصلية .
- عقد دورات تدريبية إقليمية حول " تطوير السياسات والقوانين لمحاربة الإتجار غير المشروع بالممتلكات الثقافية وإعادة المنهوب منها لبلده الأصلي " بالتعاون مع المنظمات الإقليمية والدولية المتخصصة.

**خامساً : أنشطة لجنة التراث في العالم الإسلامي :**

- هي لجنة حكومية أسسها المؤتمر الإسلامي الخامس لوزراء الثقافة ، طرابلس 2007.
- هدفها الحفاظ على التراث الثقافي الانساني والاسلامي بالدول الأعضاء.
- تعمل على تعزيز التكامل والفاعلية لجهود الإيسيسكو في حماية التراث الحضاري.
- تعزيز صورة الحضارة الإسلامية التي حفظت واحتضنت التراث الحضاري الانساني على أراضيها عبر العصور.

**دواعي انشاء لجنة التراث في العلم الإسلامي :**

1. الوضعية الضعيفة للتراث الإسلامي في قائمة التراث العالمي لليونسكو بما لايعكس الأهمية الحقيقية لهذا التراث .
2. مواجهة الأخطار العديدة المحدقة بالتراث الحضاري للدول الأعضاء بالإيسيسكو.
3. نشر الوعي بأهمية التراث الحضاري في الدول الأعضاء بالإيسيسكو.
4. إبراز اسهامات حضارات البلدان الإسلامية في التراث الانساني العالمي.
5. اقتراح القوانين الوطنية الملائمة للحفاظ على التراث الثقافي الإسلامي وصيانتته.

**ثالثا : اختصاصات لجنة التراث في العالم الاسلامي : تختص اللجنة بما يلي :**

- 1 - تسجيل المواقع الثقافية الأثرية والمعالم التاريخية بالدول الأعضاء في قائمة التراث في العالم الاسلامي وفقا للشروط المطلوبة .
- 2 - المحافظة على المعالم والممتلكات الثقافية وترميمها في الدول الأعضاء بالإيسيسكو وخاصة في فلسطين والعراق وأفغانستان.
- 3 - المساعدة العاجلة لحماية المواقع الأثرية المعرضة للأخطار .
- 4- الدعم القانوني والتقني لاسترجاع الممتلكات الثقافية المنهوبة إلى موطنها الأصلي .
- 5 - مكافحة الاتجار غير المشروع في الممتلكات الثقافية.
- 6 - حماية التراث الثقافي اللامادي والنهوض به.
- 7 - دعم جهود الدول الأعضاء لتسجيل مواقعها الأثرية على قائمة التراث العالمي لليونسكو .
- 8 - اعداد تقارير حول وضعية التراث الثقافي الاسلامي .
- 9 - توحيد جهود الدول الأعضاء وتنسيقها في اجتماعات اللجان التقنية التابعة لليونسكو ولجنة التراث العالمي .

**سادسا : الإهتمام بالتراث الثقافي الإسلامي في فلسطين المحتلة : تولى الإيسيسكو اهمية خاصة للتراث الثقافي الإسلامي في فلسطين من خلال مايلي:**

- إصدار تقارير دورية عن لجنة الخبراء الأثريين المكلفين بإعداد تقارير فنية حول إنتهاكات سلطات الإحتلال الإسرائيلي في محيط المسجد الأقصى.
- تقديم الدعم الفني لمشاريع ترميم وصيانة الآثار والمساجد الإسلامية في القدس الشريف .
- المشاركة في المؤتمرات والمنتديات الدولية للتوضيح الموثق لممارسات سلطات الإحتلال الإسرائيلي تجاه الممتلكات الثقافية والفنية الإسلامية في الأراضي العربية المحتلة ومطالبة المجتمع الدولي بإلزام سلطات الإحتلال بإحترام القوانين الدولية التي تنص على إحترام تلك الممتلكات في ظل الإحتلال وعدم جواز الإساءة إليها أو تشويه حقيقة تاريخها .

**خاتمة :** تشمل خطة الإيسيسكو المستقبلية :

- متابعة الإيسيسكو من خلال برامج عملها السنوية تنفيذ أنشطة لصيانة التراث الثقافي والفني الإسلامي وترميم المخطوطات الإسلامية وفقا لأحدث الطرق العلمية .
- إستمرار الإيسيسكو في المشاركة بالمؤتمرات والمنتديات الدولية المتخصصة لتطبيق الإتفاقيات الدولية الخاصة بحماية التراث الثقافي وعدم شرعية الإتجار به في ظل الأزمات ووجوب إعادة الممتلكات الثقافية المنهوبة إلى بلدانها الأصلية.
- متابعة لجنة التراث الإسلامي دعم الدول الأعضاء بالإيسيسكو لإنجاز ملفاتها الخاصة بتسجيل مواقعها الثقافية والأثرية على قائمة التراث الإسلامي تمهيدا لتسجيلها على قائمة التراث الثقافي العالمي لليونسكو.